

Justice et idées politiques

08 novembre 2021, Benoît R. Sorel

Quand on pense justice et politique, en général on pense de prime abord aux affaires judiciaires dans lesquelles sont empêtrés nombre d'élus et de politiciens. C'est une façon de comprendre les rapports entre justice et politique ; il existe une autre façon de les comprendre, qui a trait à la définition de ce qu'est la justice et de ce qu'est la politique et de quels peuvent être et de quels doivent être leurs rapports en fonction du type de société (monarchique, théocratique, dictatoriale, démocratique, anarchique, etc). La réflexion que je vais dérouler devant vous ici n'a trait ni à la première ni à la deuxième de ces façons. Elle pourrait donc vous sembler trop farfelue ou trop peu significative pour vous donner envie de la lire. Mais comme je tiens à ce que les réflexions, qui se déroulent dans le monde abstrait de la pensée, des idées et de l'imagination, aient une emprise sur le monde réel, cette réflexion-ci nous ramènera aux affaires judiciaires des élus-voyous et des élus-démagogues. Car dans une démocratie humaniste, la malhonnêteté doit être jugée et punie par les lois, sans quoi l'honnête citoyen ne peut pas se sentir motivé pour devenir une meilleure personne et participer à rendre le monde meilleur. Pour les élus et les politiciens, pour ceux qui se disent nos élus et politiciens, jouer avec nos besoins essentiels et avec la raison, les manipuler pour in fine nous manipuler, est un crime de l'esprit. C'est ce que j'entends ici vous démontrer. Et cette démonstration apportera des critères précis pour juger l'honnêteté de toute idée politique et de toute personne qui la porte et qui veut en convaincre la société.

On se dit trop souvent que les politiciens sont intouchables, car leur domaine de compétence est – de nos jours – celui des mots et de la communication. Ils ont les compétences pour attirer et pour convaincre tout type de foule et tout type d'individu. On se dit que s'ils commettent des actes répréhensibles, on ne peut les juger que sur les faits, que sur les actes, et pas sur leurs idées et discours politiques. Or, si : cela est possible. L'envergure et l'assemblage des idées et discours politiques se laissent évaluer avec méthode et rigueur. En général on croit cela impossible, car on pense qu'il faut se référer aux arguments des philosophes pour les juger. Et la philosophie étant si vaste et si ancienne, que nul n'estime pouvoir l'invoquer toute entière, ou suffisamment précisément, pour condamner un politicien. Mais le recours à la philosophie n'est pas nécessaire, de même que la philosophie, pour les mêmes raisons, n'est pas utilisée par les politiciens pour concevoir leurs idées et leurs discours. Il est possible de juger les idées et les discours politiques en utilisant, en miroir, la méthode avec laquelle ils sont conçus. Cette méthode est bien entendu rarement exposée sur la place publique ; c'est un « savoir-faire » que les conseillers politiques – et commerciaux – monnaient très cher. Aussi cher que possible. La réflexion que je vais dérouler ici va mettre cette méthode à jour et livrer des critères pour évaluer l'honnêteté des idées et des discours politiques. Cela sera fort utile, car nous faisons présentement les frais de décisions politiques qui détruisent la liberté et la démocratie, ce qui ne peut pas être accepté. Ceux qui en sont responsables doivent être mis hors d'état de nuire – cela, nous citoyens ne savons pas comment

faire, ou bien n'osons pas le faire – et ils doivent être jugés sur les faits et sur l'intention. C'est possible. Réjouissons-nous en !

Commençons.

Il me semble que toute idée politique, quelle qu'elle soit, comporte un volet judiciaire. La présentation au public de toute idée politique consiste à indiquer ce qui devra être fait, ce qui pourra être fait et ce qui sera interdit, afin d'atteindre au mieux certains objectifs désirables. Par exemple, ce qui devra être fait pour augmenter la production nationale de fruits et légumes, ce qui pourra être fait en sus et ce qu'il ne sera plus autorisé de faire. Sans justice, il n'est pas possible de faire respecter les devoirs et les interdits, donc il n'est pas possible d'atteindre les objectifs politiques.

Chaque individu possède en lui un fort sentiment de justice, indépendamment des règles de justice adoptées par la société. Chacun peut décider de ce qui est bon pour lui et de ce qui est mauvais pour lui. Très simplement, je parle là du concept du bien et du mal, que nous possédons tous dès le plus jeune âge. Dès la petite enfance, quand nous sommes confrontés à un paquet de bonbon ou à un bol de soupe de légumes, nous réfléchissons, très basiquement, à ce qui est le meilleur pour nous...

Ce concept de bien et de mal est quelque chose de basique, mais important. Nous nous construisons avec ce concept. Chacun de nous, dès le plus jeune âge, a à cœur de s'y soumettre. Puis chaque nouvelle année de l'enfance et de l'adolescence apporte son lot d'expériences au cours desquelles nous élargissons et nous raffinons ce concept. Et personne n'apprécie y déroger ; cela équivaut à renoncer à une part importante de soi-même. Une part intime. On se trahit. Ou bien, pour ne pas se trahir, pour se sentir mieux, ne faut-il pas faire évoluer notre concept de bien et de mal ? C'est le difficile et banal processus de construction de la personnalité.

Au-delà de l'individu, le concept du bien et du mal s'étend pour devenir ce que j'appelle morale (ne pas tuer) et éthique (ne pas faire souffrir).

En règle générale, on devient adulte lorsque le concept de bien et de mal que l'on porte en soi coïncide avec le concept de bien et de mal adopté par la société. C'est-à-dire : la justice.

Il arrive souvent que des gens, adultes, vivent selon une justice intérieure qui ne corresponde pas à la justice de la société. Cela arrive peut-être même très souvent quand la société n'est pas libertaire. Une autre explication est l'ignorance – qui connaît toutes les lois de son propre pays ? L'égoïsme l'explique aussi : quand on estime que la justice de la société doit évoluer pour ressembler totalement à notre justice intérieure. Et si un grand nombre de personnes pensent ainsi, à propos d'une justice intérieure qu'elles ont similaire, alors on dit que cette justice, c'est-à-dire ces obligations, ces possibilités, ces interdits, sont une « bien-pensance ». Ces personnes, ce groupe de personnes qui se reconnaissent entre elles, estiment que leur morale et leur éthique sont meilleurs que celles de la société ; que la société doit évoluer pour leur ressembler. Cela frise le snobisme judiciaire ! Les bien-pensants estiment savoir mieux et être plus justes.

La bien-pensance n'est pas que judiciaire : elle exige évidemment la mise en place d'un programme politique. Ainsi se constitue des partis politiques, sinon des « mouvements » de revendication, plus ou moins visibles, plus ou moins bruyants, aux modes d'action adaptés à l'objectif.

Les quelques réflexions que je viens de faire n'ont rien d'extraordinaire. Elles sont banales, à propos d'un sujet banal. On en lit de nombreuses dans la presse et les livres, on en entend de

nombreuses à la radio, à la télévision et sur internet, surtout en période électorale.

Lecture après lecture, élection après élection, année après année, débat après débat entre amis, il y a de quoi se lasser des réflexions sur la politique et son volet judiciaire. En ce qui me concerne, je m'y suis beaucoup intéressé, au point d'en écrire deux livres¹ et de nombreux textes (in mes recueils de textes). J'ai adhéré à des partis politiques. Mais voilà un peu plus d'un an que j'avais cessé de m'y intéresser. L'incompétence crasse, la malhonnêteté intellectuelle et la corruption du gouvernement pour gérer la nouvelle maladie du covid, l'incompétence et la malhonnêteté des grands médias pour relayer les décisions gouvernementales, m'ont dégoûté de la politique. Ils en ont fait un métier de crapules, de démagogues, de bien-pensants idéalistes, un métier dépourvu de toute référence à la raison. Le métier de politicien est définitivement détruit – celui de journaliste aussi. L'égoïsme motive tous ces gens qui aujourd'hui nous gouvernent et nous informent...

Pour autant, par honneur intellectuel, j'ai compris que je ne devais pas arrêter de faire des réflexions politiques. Quand bien même la politique en son état ne veut plus rien dire. Élus et journalistes n'ont plus d'honneur intellectuel ; la surabondance de médias d'information empêche d'avoir une vision globale de la société ; et les critiques et experts en sciences politiques et sociales, qui sont censés amener raison, rigueur et cohérence, n'amènent que leur opinion personnelle ou la bien-pensance du groupe auquel ils appartiennent... C'est donc à nous, le peuple, de reprendre le flambeau de l'honneur intellectuel. Nous en sommes les nouveaux dépositaires. Parce que la Vie ne s'arrête pas. Elle ne s'arrête jamais.

N'ayons plus aucune honte, chacun de nous, dans notre coin, de réfléchir tranquillement, avec passion et sans contrainte aucune, à une question politique qui nous intrigue, qui nous taraude, qui nous inquiète, qui nous émeut. Et discutons-en entre amis. Faisons cela pendant un an, deux ans, dix ans, vingt ans, et un jour l'honneur intellectuel reviendra sur la scène politique publique. De la même manière qu'à la fin de l'URSS les religions ont resurgi, après avoir été interdites de présence publique pendant soixante-dix ans. Faisons cela, mais prenons garde de ne pas rester isolés dans nos réflexions. Trouvons ces personnes qui nous ressemblent et échangeons idées, questions, intuitions, points de vue, conclusions à tirer, ouvertures à explorer...

En ce qui me concerne, la passion de la réflexion politique m'est revenue au mois d'octobre deux mille vingt-et-un, quand la question suivante s'est imposée à moi telle l'ampoule qu'on allume en descendant les marches vers la cave sombre : est-il possible de séparer, de décoller l'une de l'autre, l'idée politique de la justice qui va avec ?

Est-ce possible ? Sont-elles si imbriquées l'une dans l'autre que si on les séparait, ni l'une ni l'autre ne ferait plus sens ? Sont-elles comme les deux faces d'une même pièce ? – alors seul un fou pourrait s'atteler à cette tâche. Une justice peut-elle exister indépendamment de toute idée politique ? Qu'est-ce qu'une politique sans justice ? À l'échelle de la société, l'absence d'une justice mène-t-elle inévitablement au chaos ? À l'échelle de l'individu, est-il possible de vivre sans utiliser le concept de bien et de mal ?

Voilà des questions très abstraites. Elles deviendront vite oiseuses² si l'on reste dans l'abstrait ;

1 *Réflexions politiques et À la recherche de la morale française.*

2 Un débat est dit oiseux quand les protagonistes ne font qu'échanger des points de vue, des opinions, des théories, des idées, et que in fine le débat se clôt par manque de temps et que les protagonistes peuvent dire ce qu'ils veulent, cela n'affecte en rien la réalité. Car l'adjectif oiseux vient du substantif oisiveté, qui signifie absence d'action.

c'est le bon moment pour revenir à la réalité et poser une question concrète. Par exemple : est-ce que sur Terre, à un moment donné et à un endroit donné, le concept du bien et du mal a été absent ?

Qui dit idée politique dit action dit volonté. La volonté implique une différenciation entre ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire. Chez les animaux, chez les plantes, chez les bactéries, voire même chez les virus, cette différenciation existe. Dans la mesure de leurs moyens, tous ces êtres s'éloignent de ce qui leur est nocif et s'approchent de ce qui leur est bon, que ce soit par des processus physiologiques ou chimiques, que ce soit consciemment ou inconsciemment. Par exemple, voilà une graine en train de germer. La petite racine sort de la graine et plonge vers la terre ; elle s'y enfonce. Si malencontreusement la terre se retrouve chamboulée et la racine mise à l'air, son extrémité pointant vers le ciel, immédiatement elle va se courber et prendre à nouveau la direction de la terre. Par exemple, voilà un virus, oh, le coronavirus par exemple. Par l'air, il rentre dans le nez puis dans les poumons. Durant son parcours, il se voit présenter les muqueuses du nez et de la gorge. Il s'y installe et s'y multiplie un peu, mais rien d'alarmant. Par contre, arrivé par l'air dans les poumons, là il se voit présenter des artères avec des cellules épithéliales. Et c'est dans ces cellules-là uniquement, alors que via les artères le virus a accès à toutes les autres cellules du corps, qu'il va entrer et se reproduire autant qu'il le peut.

Chez les animaux plus complexes disposant d'un système nerveux, il est évident qu'il y a une différenciation : la locomotion permet à l'animal de se déplacer vers de ce qu'il désire, et de fuir ce qui l'indispose.

Sont-ce là de vraies décisions conscientes ? me demanderez-vous. La bactérie, le virus, sont-ils conscients de leurs « décisions » ? C'est là une question de définition de la conscience et il n'est pas question ici de rentrer dans ce vaste débat. Toutefois, je pense qu'on peut affirmer que la formulation la plus primitive du concept de bien et de mal est celle-ci : aller vers la nourriture est bien, ne pas aller vers la nourriture est mal. Et que cette formulation ne démérite pas face à d'autres formulations plus scientifiquement ou philosophiquement élaborées.

Et donc que cette brève étude de la volonté chez les êtres vivants apporte une réponse négative à ma question : chez les êtres vivants, le concept de bien et de mal n'est pas absent. Alors je dois continuer à chercher là où ce concept pourrait ne pas exister. Mais où ?

Le règne minéral seul semble exempt de volonté. Qui prêterait à une roche, à un caillou, à de l'eau, à l'air, à de l'argile, à du calcaire, etc, une volonté ? On peut être certain qu'une pierre n'a pas de volonté – et on fait confiance à la pierre pour ne pas en avoir, sinon c'est toute notre philosophie de vie que nous devrions retravailler de fond en comble ! C'est toute notre civilisation que nous devrions raser et reconstruire !

Exempt de volonté, certes. Mais de lois, non. Le règne minéral est régi par des lois immuables, implacables et très nombreuses. Ces lois découlent directement de la nature de la matière : lois des atomes, lois des molécules, lois des cristaux, lois des gaz, lois des fibres, lois des liquides, lois des minerais, etc. À chaque substance ses lois, lois spécifiques et lois communes. La substance est inséparable de la loi qui la dirige, et inversement il n'existe nulle loi qui ne soit pas inféodée à une substance. La substance crée la loi ; le fond crée la forme.

Bien, nous avons donc trouvé cet endroit et ce lieu où le concept de bien et de mal est absent : il s'agit de la matière.

Mais on peut pousser le questionnement encore un peu, en passant de la recherche d'un lieu et d'un temps où le concept de bien et de mal serait absent, à un lieu où toute loi serait absente.

Inexistante. Du moins, où toute loi pourrait être tordue, brisée, ignorée. Et qu'est-ce qu'une loi, sinon ce qui fait passer d'une cause à un effet ? Cela, ni le règne animal, ni le règne végétal, ni le règne minéral ne le peuvent. Tous sont soumis à des lois.

À ma connaissance, un seul règne peut se soustraire aux lois : le règne des Dieux. Il faut lire la Théogonie de Hésiode, le Théâtre complet d'Euripide, l'Odyssée et l'Iliade de Homère, pour apprendre tous les pouvoirs que les anciens Grecques prêtaient aux Dieux. Ces anciens dieux n'étaient (ne sont ?) soumis à aucune loi, sauf celles qu'ils se donnent à eux-mêmes, par devant leur volonté et même par devant leur nature. Hermès, encore bébé, réalisa d'incroyables prodiges, faisant fi des règles de la pesanteur, du temps et de l'espace.

Je me suis interrogé sur le pourquoi des ces pouvoirs et de ces frasques divines. Ces histoires n'avaient peut-être pas d'autre utilité que d'apprendre aux humains, aux mortels que nous sommes, ce qui est en leur pouvoir et ce qui ne l'est pas. Il serait bon de généraliser ces lectures, car de nos jours trop de personnes se prennent littéralement pour des dieux, et en deviennent franchement ridicules. Surtout parmi ceux qui nous gouvernent, ceux qui nous informent et ceux qui sont devenus immensément riches à la tête d'entreprises multinationales. Une mouche trouve-t-elle son honneur à vouloir sans cesse apprendre à allumer la lumière du salon, si pour cela elle néglige de se nourrir du nectar des fleurs ?

Du règne minéral au règne des Dieux, entre-deux nous trouvons-nous, faisant face à mon insignifiante question de la séparabilité de la politique et de la justice. Question insignifiante pour les Dieux, mais question qui est notre lot : défi à taille humaine, ni trop grand ni trop petit, qui nous mène on ne sait où. Mais le courage de l'incertitude et de l'inconnu sera notre fierté intellectuelle. Notre honneur.

Revenons justement à cette question. Si la justice pouvait être séparée de la politique, alors une justice universelle devrait pouvoir exister. Mais en voulant instaurer une justice universelle, valable en toute nation, en tout temps, n'est-on pas en train d'en faire un projet politique ? Dans cette optique, tout ce qui concourt à une justice universelle est jugé comme un bien, et tout ce qui s'en éloigne ou l'entrave est jugé comme un mal. Non, une justice universelle qui est un projet politique perd par là-même son universalité, car elle est devenue une idée politique, et aucune idée politique ne peut être universelle. Voyez les heurts entre la cour européenne de justice et les institutions de justice propres à chaque nation de l'Europe : la première exige une justice universelle, les secondes revendiquent leur droit à l'identité.

Non, la piste de la justice universelle est négative : avec elle on comprend que justice et politique ne pourront jamais être séparés. L'idée de justice universelle est bien entendu une pièce maîtresse de l'humanisme, qui est une philosophie de vie fort proche d'un programmes politique.

La pièce gardera ses deux faces. Mais le fou continuera de se poser la question.

Qu'est-ce qui différencie les amateurs des professionnels ? Les charlatans des savants ? Les passionnés des dilettantes ? Pourquoi certaines personnes demeurent des jardiniers amateurs, quand d'autres, pour être en accord avec elles-mêmes, ne peuvent que devenir des jardiniers professionnels (faisant de la culture leur métier) ? Qu'est-ce qui différencie le vrai médecin du faux médecin ? Pourquoi tel apprenti menuisier deviendra maître en son art et le pratiquera toute sa vie jusqu'à la perfection, et pourquoi tel autre apprenti se contentera de scier du bois pour gagner de l'argent ? On se pose tous ce genre de question, et ma réponse est simple : ça dépend du nombre de questions que l'on se pose. Ceux qui ne « lâchent pas » l'affaire, ceux qui n'oublient pas un fait intrigant, ceux qui remarquent la plus petite des incohérences, ceux qui n'oublient pas

leurs questions et y cherchent la réponse en temps et en heure, quitte à attendre des semaines, des mois et des années, ceux-là iront loin dans leur métier. Ils deviendront ceux qui savent, ceux qui incarnent. Les autres n'iront pas loin et changeront vite de chemin. Dit autrement, les autres, c'est nous. Chacun de nous doit trouver son chemin, en essayer plusieurs c'est normal. Notre chemin nous apparaît là où les questions sont les plus fortes. Là où pour nous le vide semble le plus grand à combler. Au contraire, celles et ceux qui vivent toujours dans le rythme de l'enfance, qui se rassurent toujours en vivant les mêmes joies de l'enfance, ceux-là ont en fait arrêté de vivre. Et une société qui promet plus de joies connues et rassurantes que d'inconnus à explorer, est une société qui n'a plus envie de vivre.

Une question apparemment insoluble donne envie de vivre. Surtout si elle vous parle. Alors, presque comme le fou, on cherchera sans relâche l'angle d'abordage qui nous permettra de prendre en main la question. Qui nous permettra de ne plus nous sentir inférieure à elle.

Et c'est ainsi que comme le fou je repose la question : quand nous est présentée une idée politique, peut-on l'évaluer sans faire appel à notre concept personnel de bien et de mal ? Et si... on essayait d'évaluer cette idée de façon non plus personnelle, subjective, mais au contraire de façon tout à fait objective ? L'évaluer par la seule logique ? La seule rationalité ?

Objectivité, logique, rationalité : il a existé des programmes politiques dont on vantait la supériorité parce qu'ils étaient soi-disant au plus haut point logiques et rationnels. Et ce qui est objectif, logique, rationnel, est par définition ce qui est le plus universellement vrai et valable. Ainsi en va-t-il de la science. On appelait ces programmes : des programmes technocratiques. Le pouvoir par la technique : techniques administratives, techniques sociales, techniques scientifiques. L'URSS a démontré la faillite de ce programme ; l'Union Européenne se veut aussi être un tel programme à valeur universelle – et on voit qu'elle est en train de s'effondrer. La rationalité ne fait pas consensus, manifestement.

Mais pour notre réflexion, nous avons ouvert une brèche. Revenons un instant à la matière. Au règne minéral. La matière n'a pas de volonté, mais elle a des propriétés. Les propriétés de la matière sont révélées par des tests de réaction chimique et physique. Ainsi, pour chaque liquide on peut déterminer un point de fusion et d'évaporation, pour chaque métal une conductivité électrique, pour chaque minéral une structure, pour chaque terre une capacité maximale de rétention d'eau, etc. La propriété d'une substance est une obligation : « mise dans telles conditions, telle matière réagit de telle façon ». Elle doit réagir, elle ne peut que réagir. À 100 °C l'eau ne peut que bouillir, à 500° le métal ne peut que fondre, soumis à l'oxygène le fer ne peut que rouiller, etc.

L'être de volonté, animal ou humain, peut réagir de trois façons : il y a ce qui doit être fait, ce qui peut être fait et ce qu'il est interdit de faire. La matière, elle, soit elle réagit, soit elle demeure inerte. Elle n'a que ces deux possibilités. Les conditions activent les propriétés de la matière ou bien elles ne l'activent pas. Soumis à un fort courant électrique, un fin filament de cuivre rougit et émet de la lumière. Sans courant qui le traverse, le filament est froid et sombre : il ne peut pas en aller autrement.

Donc si on cherche à évaluer une idée politique sans faire appel à la justice, personnelle ou sociale, on peut tendre à l'évaluer du seul point de vue de la logique, donc... du seul point de vue des propriétés. Du point de vue des réactions obligatoires.

Ainsi mène la logique à la technocratie, mais en passant par l'être humain à la recherche de ses propriétés.

La psychologie et la sociologie sont les sciences qui se donnent pour objectif de révéler les

propriétés de l'être humain. La psychologie étudie l'humain quand il est seul, la sociologie l'étudie lorsqu'il est en groupe. Et la médecine ? me demanderez-vous. Elle étudie aussi l'humain à la recherche de ses propriétés, mais des propriétés de son corps uniquement, pas les propriétés de son comportement.

L'être humain a-t-il des propriétés comportementales ? A-t-il, comme la matière, des réactions obligatoires, inévitables, automatiques, dans certaines situations ? Quels sont ces comportements et quels sont ces situations qui les déclenchent ?

À première vue, on pense aux réflexes de survie et à l'attention d'une mère pour son nouveau-né. Mais je ne suis ni psychologue ni sociologue et je ne saurais lister ces propriétés – nos propriétés.

La légitimité de ces sciences est néanmoins questionable : quels objectifs servent-elles ? Car même si la science est neutre, me direz-vous et me diront les psychologues et les sociologues, les applications de la science ne sont jamais neutres. Précisons bien : il s'agit ici de connaître les comportements qui sont générés de façon certaine par des situations particulières, quels que soient votre intellect, votre histoire de vie personnelle et votre culture. Il s'agit de connaître les comportements que vous ne pourrez pas ne pas avoir dans certaines situations. Une limite a donc été posée lors des procès de Nuremberg en 1945 : chaque être humain dispose de son corps. C'est un droit fondamental. Il est interdit aux gouvernements et aux chefs de nations de faire une loi qui oblige à mettre le corps dans une certaine situation, un certain contexte, afin de le contraindre à avoir un certain comportement. Car cela revient à prendre l'humain en otage de son propre corps afin de mettre en place un projet politique.

C'est pour cela que présentement le « passeport sanitaire » constitue une violation éhontée du ce droit fondamental : le passeport sanitaire contraint à se faire vacciner par activation de deux propriétés, la peur de la maladie d'une part (réflexe de survie) et la peur de l'isolement social d'autre part (pour ceux qui ne sont pas vaccinés, à qui les présentes lois interdisent certains lieux et certaines activités).

Mais la situation actuelle n'est qu'une illustration de mon propos ; il ne s'y réduit pas. Il nous faut voir plus grand.

Ainsi se fait la technocratie, qui est le pouvoir par la technique, la technique humaine, similairement à la technique des matières et des matériaux. La logique permet de révéler et de mettre en avant les propriétés de ce qui est géré : matière minérale comme matière humaine.

Une des premières illustrations de la technocratie fut le travail de Machiavel, qui était en fait une sorte de sociologue. Il instruisait les rois sur les comportements des alliés, des vassaux, des peuples conquis, des prétendants au pouvoir, etc. Il y a dans la technocratie, comme dans les conseils de Machiavel, quelque chose d'implacable. C'est la recherche des limites de la volonté humaine : malgré toute la volonté dont on dispose, on ne peut pas éviter de manifester certains comportements dans certaines situations.

Cette logique fut à nouveau illustrée dans les années 1960 avec l'avènement de l'ordinateur. La série Star Trek des années 1960 donne une place importante à l'ordinateur – doté d'une intelligence artificielle. Ainsi, il est demandé aux ordinateurs de trouver des solutions aux problèmes sociaux et d'organiser des sociétés, en plus de contrôler toutes les formes imaginables de machines, cela va de soi. Dans les procès en justice, l'ordinateur communique les faits, de façon implacable et indiscutable : il incarne la Connaissance et la Vérité. Celui qui met en doute les résultats d'un ordinateur, doit avoir de très bonnes raisons oser pour le faire. Je vois dans les épi-

sodes de cette série télévisée pionnière, la recherche d'une logique fondamentale, issue des propriétés des êtres humains. Et sur cette logique, ensuite, viennent se poser les constructions humaines découlant de la volonté, du libre-arbitre, de la curiosité, de l'imagination, de l'intuition.

Propriétés → Logique → Libre-arbitre

L'être humain aime la liberté. Il en est éperdument amoureux. Pour en jouir, cependant, il doit d'abord connaître, il doit d'abord savoir. C'est la quête de la Vérité, chemin aux mille et une formes, propre à chacun, propre à chaque société. L'être humain doit connaître ce qui relève de ses propriétés implacables, inévitables, et ce qui relève de son libre-arbitre. Il doit connaître ce qui peut advenir de lui malgré sa volonté et son libre-arbitre. Il doit connaître, sinon cerner, le « malgré lui ».

Veritas : la Vérité vous libèrera.

Comme la Vérité, la justice ne peut se référer qu'aux propriétés ou qu'au libre-arbitre. Le concept de bien et de mal ne se réfère qu'aux propriétés ou qu'au libre-arbitre. La justice, pour juger, doit prendre en compte et les propriétés inexpugnables et le libre-arbitre. Ainsi les résultats des sciences psychologiques et sociales trouvent-ils leur place dans les procès – et dans l'ordinateur de Star Trek.

Mais la politique et le commerce utilisent aussi les résultats des sciences psychologiques et sociales. Non pas pour amener une Vérité à l'homme et lui permettre d'être libre, mais pour activer des comportements automatiques, inévitables, certains, chez les individus. Politiciens et commerçants cherchent autant que possible, afin de se faire accepter et de se faire désirer, à déplacer le concept de bien et de mal (de justice) sur le seul terrain des propriétés ; politiciens et commerçants cherchent autant que possible à ne pas activer le libre-arbitre et la volonté des individus.

Et je vous invite à lire deux fois ce paragraphe avant de poursuivre.

En appeler aux seules propriétés de l'humain confère aux discours politiques et commerciaux (publicités) une apparence de vérité, de solennité, in fine de fiabilité. Ces discours, et je l'admets pour moi-même aussi, touchent à fois « quelque chose » en nous. On ressent qu'un « ressort profond » est activé.

Et aussi : plus ces discours sont proches de nos propriétés, plus ils sont universels. Ils ressemblent à une Vérité, on ressent un fond de vérité. On y est tous réceptifs, même si comme moi on en a conscience (et cela ne me gêne pas, car je ne veux pas renier ma nature humaine).

Mais la suite des discours politiques et commerciaux n'a plus rien de vrai et d'universel : il s'agit, en se greffant sur nos réactions réflexes, de nous ordonner un comportement. Plus précisément : notre concept intérieur de bien et de mal, instinctivement, se soumet à ce qui relève de nos propriétés (les réflexes de survie et la satisfaction des besoins essentiels par exemple). Or le discours politique et commercial ressemble, à dessein, à des explications de nos propriétés : il tend à expliquer pourquoi nous avons besoin d'espace, de chaleur, de convivialité, de sécurité, etc. Donc instinctivement, inévitablement, nous plaçons ce discours au-dessus de notre justice intérieure, et nous devenons enclins à exécuter les directives de ce discours.

Là est la supercherie : le discours politique et commercial a l'apparence de ce qui touche à nos propriétés, donc nous sommes naturellement enclins à le respecter. D'autant plus qu'il utilise vraiment des éléments qui relèvent de nos propriétés – éléments fournis par la psychologie et la sociologie et mis en œuvre par des cabinets de conseil politique, tel le cabinet McKinsey qui depuis 2020 conseille notre gouvernement en matière de vaccination et de passeport sanitaire.

Et il faut être très clair : de tels discours sont malhonnêtes ! Les personnes qui y recourent méritent la prison à vie. Car les discours qui activent nos propriétés, nos comportements réflexes, ne sont honnêtes, ne sont humanistes, que s'ils nous mènent à la possibilité d'utiliser notre libre-arbitre. Notre volonté.

Tout discours qui se réfère à nos besoins essentiels, nos propriétés, pour nous inciter voire nous ordonner à exécuter un comportement précis, sans nourrir et stimuler notre libre-arbitre, est un discours anti-humaniste. Il équivaut à un mensonge, car comme le mensonge il ne poursuit qu'un seul objectif : soumettre les individus.

La Vérité libère, le mensonge soumet.

Dans la vie, on peut tous faire le constat qu'il existe une immense diversité des conditions de chacun (capacités, moyens, connaissances, contextes) et des objectifs désirables et imaginables. Et à chaque fois il nous faut faire un choix, en utilisant notre libre-arbitre. Tel est notre destin d'être humain, qui n'est pas le même que celui des animaux. Les discours politiques et commerciaux anti-humanistes occultent sinon évitent toute cette diversité des conditions et des objectifs, afin de nous faire perdre de vue notre libre-arbitre et notre volonté personnelle relativement à notre justice intérieure. Ce détournement de l'attention s'opère par l'appel, bien plus appuyé qu'on ne croit, à nos propriétés (nos besoins essentiels). Psychologie et sociologie fournissent aussi les connaissances fines pour rendre cet appel le plus discret possible.

Revenons encore une dernière fois à ma question de départ : peut-on séparer une idée politique de la justice qui va avec ? Et bien oui. Et les discours politiques et commerciaux anti-humanistes sont justement une application, une mise en pratique, de l'essai de séparer la politique – ou le commerce – de la justice.

Peut-on évaluer une idée politique sans en appeler à la notion de justice, personnelle ou sociale ? Comme si la justice était un filtre sur le monde, une façon de voir, qu'on peut lever à notre guise. Pour moi, essayer de voir le monde, la nature en particulier, sans les filtres du bien et du mal, mais aussi du beau et du laid, du petit et du grand, du faible et du fort, de l'intelligence et de l'idiotie, etc, fait partie de mon destin. C'est, envers la nature, l'éphexis, que j'ai expliquée dans le livre éponyme. Envers les autres individus, envers la société, il est bon de lever ou de changer les filtres de temps en temps. La Vie est diversité ; que valons-nous si nous persistons à regarder la vie d'une seule et unique façon ?

Quand on nous présente une idée politique, il faut se demander si elle respecte nos besoins essentiels tout en nous amenant à exercer notre libre-arbitre. Il faut l'évaluer à la fois avec notre concept intérieur de bien et de mal, notre concept de justice sociale et avec la logique pour déterminer comment elle adresse nos propriétés, nos besoins essentiels. Et à cette logique des propriétés on ajoutera une touche de logique purement intellectuelle : cette idée est-elle parcimonieuse (simple, efficace, élégante) ? Et peut-elle évoluer par la suite vers de nouveaux horizons, une fois l'objectif atteint ? L'humanisme commence par soi-même.